A quand la vérité sur l’assassinat d’Ernest MANIRUMVA ?

@rib News, 09/04/2011 - Source Human Rights WatchBurundiÂ : La justice au point mort deux ans aprÃ¨s lâ€™assassinat dâ€™ activiste Il faut reprendre les enquÃªtes sur lâ€™assassinat dâ€™Ernest Manirumva et les poursuites relatives Ã ce dossier, affirment des groupes de dÃ©fense des droits humainsBujumbura - Le gouvernement du Burundi devrait terminer ses enquÃªtes sur l'assassinat de l'activiste anti-corruption burundais Ernest Manirumva, perpÃ©trÃ© il y a deux ans, et rendre justice, ont affirmÃ© aujourd'hui dix-sept organisations non gouvernementales burundaises et internationales dans une dÃ©claration commune. Les organisations ont Ã©galement demandÃ© au gouvernement d'autoriser les activistes de la sociÃ©tÃ© civile Ã manifester pacifiquement afin que justice soit rendue pour l'assassinat de Manirumva.
Manirumva, ancien vice-prÃ©sident de l'organisation de la sociÃ©tÃ© civile OLUCOME (Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques) et d'une instance officielle chargÃ©e de rÃ©guler les marchÃ©s publics, a Ã©tÃ dÃ©couvert poignardÃ© devant son domicile Ã Bujumbura, la capitale du pays, le 9 avril 2009. Ses collÃ¨gues et ses amis ont affirmÃ© qu'au moment de son assassinat, Manirumva enquÃªtait sur plusieurs dossiers sensibles, notamment sur des allÃ©gations de corruption de grande ampleur parmi la police et sur des achats d'armes illÃ©gaux.Â«Â Le gouvernement a laissÃ© penser que justice serait rendue, mais cela fait des mois que le processus est bloquÃ©Â Â», a affirmÃ© Daniel Bekele, directeur de la division Afrique Ã Human Rights Watch. Â«Â Le gouvernement devrait Ã©tablir la vÃ©ritÃ©, quelles que soient l informations qui seront ainsi mises en lumiÃ¨re.Â Â»Le gouvernement du Burundi a chargÃ© plusieurs commissions successives d'enquÃªter sur l'assassinat et a acceptÃ© la proposition du Bureau fÃ©dÃ©ral d'enquÃªte (FBI) amÃ©ricain de l'aider Ã mener ses enquÃªtes. Cependant, les autoritÃ©s judiciaires ont ignorÃ© les recommandations du FBI, dont celle d'exiger de soumettre Ã un interrogatoire et Ã des tests d'ADN plusieurs officiers de police haut placÃ©s mis en cause par des tÃ©moins dans le cadre de l'enquÃªte. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas donnÃ© suite Ã une invitation que lui a lancÃ©e le gouvernement canadien en fÃ©vrier 2010 qui aurait permis d'envoyer une Ã©quipe burundaise au Canada afin d'interroger un suspect qui s'Ã©tait enfui vers ce pays aprÃ¨s l'assassinat. Plusieurs personnes citÃ©es par des tÃ©moins comme Ã©tant impliquÃ©es ou ayant eu connaissance du projet d'assassinat de Manirumva ont par la suite Ã©tÃ© tuÃ©es ou d disparu. Ã€ ce jour, ces crimes n'ont donnÃ© lieu Ã aucune enquÃªte approfondie. Les efforts pour obtenir justice en sont Ã nouveau arrivÃ©s au point mort aprÃ¨s la premiÃ¨re audience publique sur l'assassinat de Manirumva tenue en juillet 2010. Des retards ont Ã©tÃ© entraÃ®nÃ©s par des interrogations quant au tribunal ayant compÃ©tence pour ce dossier et par le fait que le tribunal n'ait pas signifiÃ© aux suspects qui n'avaient pas encore Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s les chefs d'accusation portÃ©s contre eux. Aucune date n'a Ã©tÃ© fixÃ©e pour une nouvelle audience. Onze suspects sont en dÃ©tention prÃ©ventive depuis 2009, soulevant des prÃ©occupations quant Ã leur droit Ã un procÃ¨s rapide. Le gouvernement a refusÃ© de dÃ©livrer une autorisation Ã un groupe d'organisations burundaises qui voulait orchestrer une marche silencieuse Ã l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Manirumva. Lorsque les organisations ont tentÃ© de manifester sans autorisation le matin du 8 avril 2011, deux des manifestants, Gabriel Rufyiri et Claver Irambona, d'OLUCOME, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par le commissaire de police de la rÃ©gion ouest, David Nikiza, qui fait partie des suspects citÃ©s dans le rapport du FBI. Ils ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s quelques heures plus tard.Â«Â Le refus de nous autoriser Ã organiser une marche pacifique et l'arrestation d nos activistes soulÃ¨vent des questions sur l'engagement du gouvernement envers la justice et la libertÃ© d'expression Â», a dÃ©clarÃ© Pacifique Nininahazwe, dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du FORSC (Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile) organisation burundaise qui a dirigÃ© la campagne Â« Justice pour Ernest ManirumvaÂ Â».Les organisations ont demandÃ© au gouvernement du Burundi de mener des enquÃªtes supplÃ©mentaires, notamment en interrogeant des personnes citÃ©es dans le rapport du FBI et dans une requÃªte qu'a ensuite dÃ©posÃ©e la partie civile, et en les soumettant Ã des tests d'ADN. Les groupes ont prÃ©cisÃ© que le gouvernement devrait aussi enquÃªter sur d'autres crimes qui semblent Ãªtre liÃ©s Ã l'assassinat de Manirumva ; assurer la protection des tÃ©moins et d'autres individus importants pour l'enquÃªte ; et s'assurer que le systÃ¨me judiciaire rende justice avec rapiditÃ© et indÃ©pendance.Les organisations qui ont Ã©mis la dÃ©claration sont: Organisations burundaises:Action des ChrÃ©tiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT Burundi)Association pour la DÃ©fense des Droits de la Femme (ADDF)Association pour la Protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH)Coalition de la SociÃ©tÃ© Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)Collectif des Associations et ONGs FÃ©minines du Burundi (CAFOB)Collectif pour la Promotion des Associations des Jeunes (CPAJ)ConfÃ©dÃ©ration des syndicats du Burundi (COSYBU)Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (FORSC)Ligue Burundaise des Droits de l'Homme ITEKA Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG)Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Ã‰conomiques (OLUCOME)Union Burundaise des Journalistes (UBJ)Organisations internationales:Amnesty International (AI)East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (EHAHRDP)Front Line Human Rights Watch (HRW)Observatoire pour la protection des dÃ©fenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la FÃ©dÃ©ration internationale des ligues des droits de l'Homme et l'Organisation mondiale contre la torture)Lire l'intÃ©gralitÃ© de la DÃ©clarationÂ